

## Escalade verbale entre les armées burundaise et rwandaise

PANA, 13 mars 2017 Bujumbura, Burundi - L'armée burundaise a démenti catégoriquement, lundi, des informations de son homologue rwandaise dénonçant les facilités de repli sur le territoire burundais dont aurait bénéficié un groupe d'assaillants non-identifié après une attaque armée contre le Rwanda, dimanche, faisant au moins deux morts et un blessé dans la population civile rwandaise.

L'information de l'armée rwandaise avait été publiée en ligne, dimanche, soutenant mordicus que le groupe armé, aux contours encore obscurs, s'était bel et bien replié au Burundi voisin, après l'attaque. "Le ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants voudrait porter à la connaissance de l'opinion tant nationale qu'internationale qu'aucun groupe armé n'a été remarqué, traversant la frontière entre le Burundi et le Rwanda", à la date indiquée du 12 mars dernier, lit-on dans une mise au point de l'état-major général de l'armée burundaise. "Le Burundi n'acceptera jamais que des criminels ou des déstabilisateurs dans les pays voisins trouvent refuge sur le territoire national", assure un bref communiqué de l'état-major général de l'armée burundaise. Une autre information des milieux des pêcheurs restait à vérifier sur trois Burundais tués la semaine dernière par de présumés garde-côtes dans les eaux territoriales rwandaises. Un précédent incident, cette fois avéré, avait coûté la vie à deux ressortissants burundais pour une entrée "clandestine" sur le sol rwandais. Les frontières burundo-rwandaises sont devenues, en général, à haut risque depuis que ces deux plus proches voisins de la région des Grands Lacs africains n'arrêtent pas de s'accuser de déstabilisation mutuelle. Le Burundi accuse notamment le Rwanda de donner asile à des politiciens et des militaires ayant eu un rôle à jouer dans l'insurrection contre le troisième mandat présidentiel de 2015 et la tentative de putsch manqué qui s'en était suivie. Au moins 75.000 ressortissants burundais ont fui les conséquences de la crise dans le pays d'origine vers le Rwanda voisin, selon les chiffres du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés. La crise débordante a encore eu des conséquences néfastes sur les échanges diplomatiques, ceux des biens et des personnes, pratiquement au point mort entre deux pays réputés naguère "frères" à tous points de vue socio-culturelle, économique, linguistique et ethnique. Plus récemment encore, des députés burundais avaient évoqué des rations de sécurité personnelle pour boycotter une session avec leurs homologues de l'Assemblée législative des Etats membres de la Communauté d'Afrique de l'Est, à Kigali, au Rwanda. Au plus haut niveau, le siège du Burundi était resté vide lors du sommet de 2016 des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union africaine (UA) à Kigali, au Rwanda.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});